

Débat National sur l'avenir de l'école

Egletons : Mardi 9 décembre- Samedi 13 décembre

Présentation du débat

La présentation par les animateurs du document « Quelle école pour demain » suscite un certain nombre de réactions. Les participants au débat s'interrogent sur la portée et le rôle de ces documents présentant l'état de l'école à partir de tableau statistique et de graphiques.

- a- En effet, peu de personnes hormis les enseignants ont eu accès à ces informations car elles n'ont pu être distribuées à tous les parents (manque de documentation) et ceux-ci n'ont pas cherché à y accéder par une demande auprès des enseignants.
- b- La lecture de ces documents est difficile et peut permettre des interprétations diverses en raison en particulier la formulation des questions qui appellent au débat.

Il en ressort que ce document censé être d'appel et d'invitation au débat n'a pas joué son rôle car il n'était pas à la portée de tous et que les parents sont finalement peu concernés par les problèmes globaux de l'école et s'attachent surtout au cas particulier de leur enfant.

Domaine 1: Définir les missions de l'école

Question 5 : Quel socle commun de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Le public présent s'interroge sur l'intérêt de redéfinir les contenus d'enseignement qui viennent d'être proposés par les nouveaux programmes 2002. Il apparaît par contre nécessaire de différencier les connaissances, les comportements et les compétences et de clarifier pour chacun de ces trois domaines quelles sont les attentes de l'Institution. Paradoxalement, il est noté l'exclusion de l'école maternelle du champ de questionnement puisque celui-ci ne concerne que la scolarité obligatoire d'où la question « **N'y aurait-il aucune attente par rapport aux acquisitions des élèves à l'Ecole Maternelle** ».

Si les connaissances disciplinaires sont bien définies par les nouveaux programmes 2002, les deux autres domaines (les comportements et les compétences) sont à explorer. Les remarques des différents intervenants font émerger la nécessité de prendre plus en compte les compétences des élèves hors des disciplines fondamentales en particulier dans les champs artistique, sportif, technique ou manuel afin de promouvoir entre autres une filière professionnelle aujourd'hui déshéritée. La question posée est de savoir que faire pour les enfants « non-scolaires », comment les valoriser dans d'autres structures qui ne soient pas uniquement basées sur les connaissances mais aussi sur les savoir-faire. Cette valorisation ne peut passer que par une sensibilisation de tous (enseignants, parents d'élèves, partenaires) à ces possibilités d'expression et la mise en place de véritables passerelles vers cette voie dès le collège. On assiste à une évolution du système scolaire avec une volonté de tirer vers le haut un maximum d'enfants (qui ont déjà quelquefois beaucoup d'autres atouts) mais qui en laissent un certain nombre d'autres au bord de la route.

L'apprentissage des langues vivantes illustre bien ce propos et un consensus semble se dégager pour regretter le manque de moyens donnés à cet apprentissage en particulier au collège où l'on fait des Langues vivantes pour contrôler des connaissances et non pour apprendre à mieux parler.

Les derniers thèmes abordés sont :

a – Celui de la mise en place des cycles à l'école primaire avec le regret que cette réforme n'ait pas fait disparaître la notion de niveau de classe.

b- L'intérêt de l'Ecole Maternelle qui a permis une sensible amélioration des résultats des élèves dans leur scolarité future et le danger de la voir démanteler par l'intégration de la Grande Section en cycle 2 et la non-comptabilisation des élèves de 2 ans dans l'effectif qui va conduire à la disparition des classes pouvant les accueillir.

c- La nécessité d'assurer une stabilité de l'encadrement enseignant dans les écoles en particulier en milieu rural afin que tous les élèves aient un accès égalitaire au savoir.

Domaine 2 : Faire réussir les élèves

Question 17 : Comment améliorer la qualité de vie des élèves à l'école.

La question des rythmes scolaires soulève de nombreuses interrogations, report des cours du samedi au mercredi, semaine de quatre jours, réduction de la durée des petites et des grandes vacances.

La semaine de quatre jours pose de nombreux problèmes pour l'organisation de l'année scolaire et pour les parents qui travaillent ; les enseignants sont très partagés quant à l'adoption de cette organisation.

Le glissement des cours du samedi matin au mercredi est plus simple à mettre en œuvre et semble présenter un bon compromis. Il permet aux enfants des familles éclatées de passer un week-end complet chez l'un ou l'autre des parents. Les enseignants de cycle 1 notent une diminution significative de l'absentéisme constaté le samedi matin.

La réflexion sur l'aménagement du temps de l'enfant doit aussi porter sur l'organisation de la journée, de la semaine et de l'année, en effet l'année scolaire concentre l'activité sur un nombre réduit de journées avec un volume horaire important pour chacune, surtout pour les jeunes enfants.

On note que les rythmes biologiques changent avec l'âge des enfants et ne correspondent pas aux rythmes de l'école et de la société. On peut se demander si c'est l'école qui doit adapter ses rythmes à ceux de la société ou l'inverse.

Des parents soulignent la fatigue des enfants qui doivent se lever tôt cinq ou six jours par semaine et qui doivent faire des devoirs après une longue journée d'école. La question des devoirs à la maison déclenche de nombreuses interventions. Il est rappelé que les devoirs écrits sont interdits dans l'enseignement primaire depuis le milieu des années 50. Des enseignants soulignent qu'il y a généralement une demande de la part des parents et dans d'autres cas un manque de suivi de ceux-ci. On note que les devoirs ne font que renforcer les inégalités sociales même s'ils peuvent être un lien important entre l'école et les familles. Le principe des devoirs à la maison n'est pas condamné mais il doit être adapté à l'âge des enfants.

Se repose le problème d'un enseignement trop centré sur les connaissances qui tend à tirer vers le haut le niveau général des enfants et ne s'occupe pas assez des enfants qui en ont le plus besoin. Il se développe une culture de l'excellence qui laisse beaucoup trop d'enfants sur le bord de la route. Ce système débouche sur une orientation par l'échec et il néglige les savoirs-faire et les savoirs-être, il n'accorde que peu de place aux arts, aux sports et aux habiletés manuelles. Ce système

s'adresse à des enfants capables d'abstraction, il est essentiellement virtuel et ne fait que peu appel aux situations réelles et aux manipulations.

À l'opposé le cas des enfants précoces n'est pas non plus pris en compte.

Domaine 3 : Améliorer le fonctionnement de l'école

Question 22 : Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

La formation initiale des enseignants à l'IUFM est remise en question, on lui reproche son contenu trop universitaire basé sur les connaissances et l'abstraction et surtout son éloignement des pratiques du terrain. Les jeunes enseignants soulignent la qualité des apprentissages réalisés au cours des trop courtes périodes de stages dans les classes.

Le concours de recrutement sélectionne sur les connaissances et non sur les qualités humaines et pédagogiques des candidats.

A l'exception des conseillers pédagogiques de circonscription, les formateurs sont en général issus de l'université ou des établissements secondaires et n'ont que peu de connaissance de l'enseignement primaire.

La formation ne fait aucune place à l'enseignement adapté, à l'intégration scolaire et aux pédagogies parallèles.

On demande aux étudiants d'avoir une réflexion sur des pratiques qu'ils n'ont pas la possibilité de mettre en œuvre. Le décalage entre la formation et le métier constaté depuis de nombreuses années ne fait que s'accroître. Des pistes sont proposées pour rapprocher la formation du

terrain, en particulier celle d'une partie de la formation en alternance avec un système de tutorat pris en charge par des maîtres chevronnés.

Le système actuel d'évaluation des enseignants est très peu remis en cause, seuls les critères de cette évaluation donne lieu à débat : il est difficile d'apprécier l'efficacité pédagogique d'un enseignant.

L'organisation de la carrière des enseignants se fait par le système du barème qui prend en compte l'ancienneté, la note pédagogique et la situation familiale. Ce système est difficile à remettre en cause malgré ses effets pervers : ce sont les plus jeunes enseignants qui se trouvent affectés sur les postes réputés les plus difficiles.

La question de la mobilité est soulevée, ne serait-il pas souhaitable pour conserver une efficacité pédagogique de changer périodiquement de niveau d'enseignement ?